

APRÈS UNE SEMAINE DE GRÈVE OUVERTE

Le SNPSP dénonce l'attitude de la tutelle

Les praticiens de la santé publique ont mené leur première semaine de grève ouverte à terme. Le Syndicat national des praticiens de santé publique (SNPSP) se dit satisfait du niveau d'adhésion «historique» et «quasi constant» enregistré sur l'ensemble du territoire national, en dépit «des pressions exercées par l'administration sanitaire sur les praticiens grévistes».

Toutefois, le SNPSP dénonce fermement, dans un communiqué rendu public, l'attitude «irresponsable et provocatrice» adoptée par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Celui-ci, ajoute la même source, continue à tourner le dos aux doléances légitimes des praticiens et à fermer les portes du dialogue à leurs véritables représentants.

Tout en maintenant son mouvement de protestation, dans sa forme de grève ouverte, le SNPSP réitère sa disponibilité au dialogue dans le cadre des réunions de conciliation.

Il a également rappelé à l'ensemble de ses adhérents l'obligation de respecter les résolutions du conseil national extraordinaire tenu à Alger le 10 décembre dernier. Parmi celles-ci, le rejet du projet de décret portant statut

particulier des praticiens de la santé publique.

Ce dernier, selon le communiqué du SNPSP, a été finalisé par le ministère de la Santé de manière «unilatérale» et remis au gouvernement sans l'accord du syndicat autonome. Il est également question du maintien en l'état de la plate-forme des revendications issue du conseil national de Tizi-Ouzou.

En outre, il est à rappeler qu'un service minimum est assuré par les praticiens grévistes.

Ces derniers prendront également part à la campagne de vaccination contre la grippe A/H1N1 qui sera incessamment lancée par la tutelle.

Rym Nasri



Photo : Samir Sid

GRIPPE A/H1N1

56 cas confirmés à Tizi-Ouzou

La progression de la pandémie de grippe A/H1N1, comme le craignaient les spécialistes, a atteint dans la wilaya de Tizi-Ouzou, jusqu'à jeudi dernier, des proportions qui, sans inciter à la panique, ont tout de même de quoi susciter quelque inquiétude. Il est à rappeler qu'au début du mois écoulé, lors d'une journée d'information tenue au CHU, il a été fait état de 19 cas confirmés sur les 113 enregistrés à Tizi-Ouzou, ainsi que dans les wilayas limitrophes dont les infrastructures sanitaires ont dû solliciter le concours des services du CHU-Nedir de la ville des Genêts. Ces 19 cas confirmés de grippe A/H1N1 étaient tous rentrés chez eux après 5 jours de traitement, avaient alors annoncé les responsables de cet établissement hospitalier. Par ailleurs, la semaine dernière, quatre décès ont été enregistrés en l'espace de quarante-huit heures : un bébé de dix-neuf mois né avec une anémie hémolytique, ainsi qu'une mère de 30 ans et ses deux jumeaux. Selon une source sûre, jusqu'au dernier week-end, le CHU-Nedir de Tizi-Ouzou a enregistré 150 cas suspects, dont 56 se sont avérés, après analyses, affectés par le virus A/H1N1.

A. M.

PERSPECTIVES DU MARCHÉ DES ASSURANCES

Un chiffre d'affaires en constante progression

Le marché des assurances en Algérie est en pleine mutation, comme le prouve l'évolution du chiffre d'affaires de ce secteur, en constante progression ces 10 dernières années. En effet, en 1995, avec 6 compagnies d'assurances agréées, le chiffre d'affaires était de 14 milliards de dinars.

En 2008, avec 17 compagnies, ce chiffre a dépassé les 67 milliards de dinars et pour 2009, les professionnels s'attendent à une augmentation, mais qui ne devrait pas atteindre les objectifs de 10 % pourtant attendus par des experts.

Depuis 1995, année de la libéralisation de ce secteur, et jusqu'à aujourd'hui, le marché des assurances connaît une stagnation et des problèmes internes à cette profession.

Ces derniers sont engendrés, d'une part, par la concurrence déloyale de certaines compagnies et, d'autre part, par l'absence de travail pour

développer dans la société une culture de l'assurance, comme soulevé par le DG de la société Wafassurance.

Celui-ci intervenait à l'occasion d'un séminaire organisé à l'attention des opérateurs économiques de la Chambre de commerce d'Oran.

Et, à l'évidence, cette culture du risque n'est pas suffisamment présente, aussi bien dans le monde économique — en 2003 une enquête montrait que 61 % des PME /PMI n'avait pas de contrat d'assurances —, que dans la société en général.

En 2006, seulement 300 000 contrats d'assu-

rances catastrophe naturelle ont été contractés, alors que cette assurance est obligatoire depuis 2003.

Seulement 800 déclarations de sinistres ont été enregistrées cette même année, qui a connu les inondations de Bab-El-Oued.

En effet, si l'assurance consiste en la prise en charge d'un risque calculé à travers l'indemnisation des dommages, il est clair qu'un assureur ne peut assurer n'importe quelle situation, expliquera l'orateur.

Aujourd'hui, pour tout acte de production quelle que soit l'activité — le BTPH, l'agroalimentaire, la chimie, la métallurgie, etc. —, le risque est présent. D'où la nécessité d'intégrer l'idée de gestion des risques qui doit, en plus, inclure la notion de formation, tout aussi primordiale.

Pour le DG de Wafassurance, les perspectives du secteur des assurances ne sont pas réjouissantes. Les assureurs doivent être capables de mieux communiquer, d'informer leurs clients pour une meilleure identification des risques et, ainsi, mieux sélectionner les moyens de les couvrir.

Il faut aller aussi vers un assainissement des portefeuilles comme il faut souhaiter que l'autorité de régulation joue son rôle pour sanctionner la concurrence déloyale.

L'arrivée sur le marché de grands groupes d'assureurs étrangers, avec leur savoir-faire et leur expérience, va bouleverser, d'ici peu, la donne, d'autant que l'assurance contribue au développement économique et social d'un pays.

Fayçal M.

ÉGLISE TAFAT DE TIZI-OUZOU

Des citoyens empêchent le déroulement du culte hebdomadaire

Les membres de la communauté chrétienne protestante Tafat, association de culte protestant agréée et affiliée à l'EPA, Eglise protestante d'Algérie, ont été empêchés d'accomplir la messe hebdomadaire, organisée chaque samedi pour des commodités de calendrier, dans l'immeuble qui fait office de lieu de culte, situé au centre de la ville des Genêts.

«Une cinquantaine de personnes environ ont investi les lieux en milieu de matinée et ont deman-

dé aux fidèles qui sont déjà arrivés de rebrousser chemin et de ne pas pénétrer dans l'église», dira le responsable de l'association Tafat qui se plaindra du ton agressif et menaçant des citoyens issus, en majorité, du quartier et rejoints par d'autres venant des cités périphériques, selon le même res-

pensable de l'église qui dit avoir sollicité l'intervention des services de sécurité qui se sont déplacés à bord de trois véhicules.

«Les policiers nous ont demandé de nous retirer pour éviter l'affrontement, tout en engageant des discussions avec le groupe de citoyens à qui ils n'ont pas demandé d'évacuer

les lieux», témoignera M. Krirèche qui se désole que les policiers «n'aient pas appliqué la loi, en nous permettant d'exercer notre culte en tant qu'association culturelle légale et reconnue».

Contacté, l'officier de permanence au niveau de la direction de la Sûreté de wilaya confirme que le res-

pensable de l'église en question a sollicité l'intervention des services de sécurité mais a refusé de faire de déclaration, nous conseillant de nous adresser à la cellule de communication de la DSW qui «sera présente demain» (aujourd'hui, dimanche, ndlr).

S. A. M.